

L'UNEF connaît un affaiblissement constant

Une nouvelle direction à tendance P.S.U. tente de redresser la situation

Une fois de plus, l'Union nationale des étudiants de France vient de traverser une des crises qui la secouent périodiquement depuis trois ans et qui, à chaque fois, la laissent un peu plus affaiblie.

Celle-ci a été particulièrement délicate à dénouer ; l'assemblée générale, qui avait accepté le 15 janvier la démission de l'ancien bureau national, présidé par M. Terrel, avait dû s'ajourner pendant quinze jours avant d'élire une nouvelle direction

Cette direction a été désignée dans la nuit

Cette nouvelle crise de direction intervient à un moment où l'organisation étudiante connaît une situation extrêmement grave. Les effectifs se sont considérablement réduits : ils n'atteignent pas cinquante mille adhérents alors qu'ils étaient presque cent mille pendant la guerre d'Algérie. Or il n'y avait en 1960 que deux cent quarante mille étudiants contre quatre cent soixante mille actuellement.

D'autre part, la situation financière est qualifiée de « catastrophique » par le nouveau bureau : le total des dettes est évalué à 470 000 F.

Dans la ligne de Dijon

Le programme de la nouvelle direction ne se distingue pas sensiblement de ceux qu'ont tenté d'appliquer les différents bureaux nationaux depuis le congrès de Dijon en 1963. On y reconnaît les grandes orientations traditionnelles du mouvement :

dénonciation de la fonction idéologique que joue l'Université dans la société néo-capitaliste, conviction que la démocratisation de l'enseignement dépend d'une transformation de la pédagogie, revendication d'une allocation pour tous les étudiants poursuivant leurs études normalement, positions très avancées sur les questions de politique extérieure et notamment en ce qui concerne la lutte contre la guerre du Vietnam.

Le programme des étudiants P.S.U. reprend une idée souvent débattue au sein de l'U.N.E.F. : la possibilité de hâter l'évolution démocratique de la société dans son ensemble par la mise en place au sein de l'Université de réformes à caractère progressiste.

Cette position était vivement combattue par l'ancien bureau à majorité « marxiste-léniniste », qui y voyait une « illusion réformiste », toute

de dimanche à lundi. Comme on s'y attendait, la nouvelle majorité est composée des associations d'étudiants dirigées ou plus ou moins sous l'influence des étudiants socialistes unifiés (P.S.U.) : Grenoble, Dijon, Lyon, Clermont, Aix, Paris-droit...

Le texte qu'elles ont présenté a été approuvé par 130 mandats ; 36 mandats se sont portés sur un autre texte, soutenu par les associations contrôlées par l'Union des étudiants communistes (Saint-Etienne, Besançon, Nancy...). Il y a eu 110 abstentions et 57 refus de vote.

réforme effectuée dans le système politique actuel ne pouvant être, selon lui, qu'« intégrée » et détournée de son objectif.

La nouvelle direction aura-t-elle plus de chance que les précédentes ? Il est possible que le fait qu'elle s'appuie sur un appareil politique ayant déjà une certaine implantation en province l'aide à éviter l'écueil qui avait été fatal à la précédente, à savoir l'isolement d'une direction nationale, tournant « à vide » dans son bureau parisien et s'apercevant tout à coup qu'elle n'était plus du tout suivie par la plupart des associations. -

Syndicalisme et politique

Il est peu probable cependant qu'elle parvienne à modifier sensiblement le cours des choses. L'U.N.E.F. souffre en effet d'un malaise congénital qui avait été voilé momentanément et de façon artificielle durant la guerre d'Algérie,

mais qui apparaît maintenant de plus en plus nettement.

Les étudiants n'ont pas d'intérêts corporatifs à défendre dans leur organisation comme les adhérents des autres syndicats (salaires, sécurité de l'emploi, promotions...). Certains services gérés par les étudiants (polycopie, ciné-clubs, voyages...) sont utiles, mais n'apparaissent pas d'un intérêt et d'une nécessité tels pour la masse des étudiants qu'ils les incitent à militer activement pour les améliorer. D'ailleurs, les associations de l'opposition interne qui se veulent « apolitiques » et « gestionnaires » ne sont pas encore parvenues à renverser le courant en leur faveur en faisant campagne sur ces thèmes prosaïques et peu exaltants.

L'action et la réflexion de l'organisation sont donc irrésistiblement tirées vers des préoccupations strictement politiques, d'autant plus que les responsables sont pratiquement tous des militants de mouvements de jeunesse politiques — avec une exception pour les jeunes catholiques.

Cette évolution comporte une double conséquence : le mouvement ne parvient pas à atteindre son objectif, qui est de rassembler tous les étudiants dans une organisation de masse. D'autre part, la lutte

pour le pouvoir devient l'enjeu de rivalités entre d'innombrables groupuscules vivant en vase clos et recouvrant toutes les nuances présentes et passées de la théorie marxiste.

Périodiquement les directions les plus « gauchistes » annoncent leur intention d'être modérées et de ne pas confondre syndicat et parti politique. Généralement, cela dure peu et au bout de quelques mois elles se retirent, constatant qu'elles demeurent plus « à gauche » que ne devrait l'être une organisation qui prétend représenter tous les étudiants. D'où cette succession de démissions et d'autocritiques, régulièrement motivées par la constatation d'un divorce entre une direction trop « avancée » et une masse amorphe qui ne s'exprime pas et ne parvient pas à « sécréter » ses propres leaders.

Le rôle des organisations étudiantes

Comment renverser cette évolution ? Les dirigeants sentent bien que des étudiants salariés seraient plus faciles à mobiliser dans un syndicat, et cette préoccupation n'est pas absente de la revendication de l'allocation d'études généralisée.

On peut également estimer

que pour qu'elle retrouve une force et une audience, l'organisation étudiante devrait avoir davantage de pouvoirs, notamment dans la gestion des œuvres, la participation aux décisions universitaires (programmes, méthodes pédagogiques, les implantations de campus et de résidences).

C'est le rôle d'un mouvement étudiant dans la société qui est à redéfinir. Si on veut, comme il paraît souhaitable, que les mouvements d'étudiants attirent les éléments les plus dynamiques de la jeune génération pour les inciter à faire l'apprentissage des responsabilités, il faut qu'ils apparaissent comme des organismes disposant de pouvoirs suffisants pour avoir prise sur la réalité. Sinon ils ne seront plus que le champ clos de parloles procédurières et de conspirations de couloirs.

Il y a là un choix politique à faire : quelle place veut-on donner aux étudiants dans la gestion et la direction de leurs propres affaires ? L'implantation de véritables villes universitaires très isolées où les risques de conditionnement, de démission ou d'excès imprévisibles sont importants, rend la réponse à cette question particulièrement urgente.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.